

Document

Perspectives pour l'économie mondiale 2010

Résumé des perspectives

(source : Banque mondiale)

21 janvier 2010

Le pire de la crise financière est derrière nous et la reprise économique mondiale est en cours.

Cette reprise est fragile et devrait ralentir au second semestre 2010 à mesure de l'atténuation de l'impact des mesures de relance budgétaires et monétaires sur la croissance et de la fin du cycle des stocks actuel.

En effet, la croissance de la production industrielle est déjà en train de marquer le pas (par rapport à des niveaux certes très élevés).

Par conséquent, la croissance de l'emploi reste elle aussi limitée et le chômage devrait rester élevé pendant plusieurs années. L'ampleur globale de la reprise et sa durabilité dépendront du redressement de la demande des ménages et des entreprises sur les prochains trimestres.

Selon le scénario de base, la croissance mondiale devrait atteindre 2,7 % en 2010 et 3,2 % en 2011 après s'être contractée de 2,2 % en 2009. On ne peut cependant pas exclure l'hypothèse d'une rechute en 2011 ni celle d'un renforcement de la reprise.

Après s'être stabilisés, les marchés financiers se redressent mais ils restent affaiblis. La liquidité interbancaire, telle que mesurée par l'écart entre les taux d'intérêt appliqués entre banques et ceux dont elles doivent s'acquitter auprès des banques centrales, a reculé d'un sommet historique de 366 points de base sur les marchés en dollar à moins de 15 points de base, niveau proche de la fourchette « normale » en vigueur avant la crise.

Les devises mondiales, qui ont chuté de concert face au dollar américain dans le sillage de la crise, ont largement regagné le terrain qu'elles avaient perdu.

Les flux de capitaux internationaux vers les pays en développement se sont redressés, avec une envolée particulièrement marquée dans les derniers mois de l'année.

Par ailleurs, les taux d'emprunt pour les intervenants des pays émergents se sont stabilisés au cours des derniers trimestres, bien qu'ils restent encore élevés.

Toutefois, les entreprises du secteur privé restent exclues des marchés bancaires internationaux. De plus, l'affaire Dubai World et les réactions en chaîne associées à la dégradation de la dette de la Grèce et du Mexique ont une fois encore suscité des inquiétudes quant à la viabilité de la dette souveraine et influenceront sans doute l'évaluation du risque, les flux de capitaux et les marchés financiers en 2010.

On note également une reprise de l'économie réelle.

Bien que, en octobre 2009, la production industrielle mondiale était inférieure de 5 % à son niveau de l'année précédente, elle se redresse et a affiché un taux de croissance annualisée de plus de 12 % au troisième trimestre 2009 à la fois dans les pays à revenu élevé et dans les pays en développement.

Tout comme la forte chute des stocks avait contribué au plongeon initial de la production industrielle, leur stabilisation a contribué au net rebond de la production, un facteur qui devrait soutenir l'activité industrielle dans un contexte de recul des taux de croissance.

Les échanges commerciaux restent eux aussi en berne malgré une certaine reprise.

Les taux de croissance trimestrielle sont repassés en territoire positif au cours des derniers mois alors que la valeur des échanges en dollar américain restait inférieure de 17 % à celle constatée en septembre 2009.

Grâce à la baisse du prix des matières premières, le volume des échanges a été moins affecté, bien qu'il s'inscrive en repli de 3 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Les hausses les plus marquées sont à signaler dans les pays en développement d'Asie de l'Est.

Elles reflètent, du moins en partie, le programme de relance de 4 000 milliards de yuans (soit 12 % du PIB) mis en place par les autorités chinoises jusqu'en 2010 (au titre duquel environ la moitié des dépenses ont déjà été réalisées).

Ces mesures ont été en grande partie consacrées à l'importation de produits de base et de biens d'équipement.

Grâce au phénomène de restockage, la demande chinoise pour les principaux métaux a fait grimper les prix des produits de base qui ont regagné environ un tiers du terrain perdu.

Les prix des métaux internationaux exprimés en dollar américain restent toutefois inférieurs de 20 % à leurs niveaux de juillet 2008, contre un repli de 44 % pour les cours du pétrole et de 24 % pour les prix des denrées alimentaires dans le contexte d'une demande mondiale pour le pétrole inférieure de 2 % à son sommet de 87 millions de barils par jour atteint en 2007.

La forte chute des prix des produits de base conjuguée aux importants excédents de capacités à travers le monde s'est traduite par un repli de l'inflation médiane dans les pays en développement qui est passée de plus de 10 % en août 2008 à environ 1 % en octobre 2009.

La crise a eu pour effet de réduire les déséquilibres mondiaux.

Cette tendance pourrait être en grande partie cyclique puisqu'elle est associée à la forte baisse du déficit commercial des États-Unis, de l'excédent commercial de la Chine et des prix du pétrole.

La durabilité de cette réduction des écarts dépendra du rythme auquel les États-Unis peuvent mettre en œuvre leur programme de relance budgétaire et monétaire et de la mesure dans laquelle les investissements en infrastructures prévus par le programme de relance chinois contribuent à augmenter la demande domestique plutôt que les capacités d'exportation.

Bien que les effets secondaires de la crise aient été importants, l'activité économique de la plupart des pays en développement repart à la hausse et la croissance globale devrait passer d'un petit 1,2 % en 2009 à 5,2 % en 2010 et 5,8 % en 2011.

Ce niveau reste bien inférieur au taux de croissance moyen de 6,9 % affiché par les pays en développement de 2003 à 2008 mais il est largement supérieur à la performance moyenne de 3,3 % constatée pendant les années 1990.

À l'exception de la Chine et de l'Inde, les pays en développement devraient enregistrer une croissance de respectivement 3,3 % et 4,0 % en 2010 et 2011 contre 5,4 % en moyenne entre 2003 et 2008.

Les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale ont été les plus durement touchés par la crise et devraient donc afficher la reprise la moins marquée, avec une expansion de leur PIB de seulement 2,7 % en 2010 et 3,6 % en 2011.

Étant donné la combinaison du net recul de l'activité en 2009 et de prévisions de reprise relativement faibles, les économies en développement devraient afficher un niveau d'activité inférieur d'environ 3 % à leur potentiel de production¹ et le chômage, bien qu'en baisse, devrait rester un sérieux problème.

L'impact sur la pauvreté et la souffrance humaine dans ces pays devrait par ailleurs se faire sentir. Quelque 30 000 à 50 000 enfants supplémentaires pourraient être morts de malnutrition en 2009 des suites de la crise (UNSCN 2009 ; Friedman and Schady 2009) et, d'ici à fin 2010, 90 millions de personnes de plus que si la crise n'avait jamais eu lieu devraient vivre en dessous du seuil de pauvreté.

Rares seront les pays pauvres qui bénéficieront d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour faire face au déséquilibre économique causé par la crise sans aide financière supplémentaire.

Selon les estimations, les pays IDA (pays éligibles pour recevoir des prêts à taux réduit et des dons de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale) nécessiteront 35 milliards à 50 milliards de dollars de financements supplémentaires pour maintenir leurs programmes actuels, sans compter les fonds nécessaires pour répondre aux besoins des personnes supplémentaires tombant en dessous du seuil de pauvreté².

Pire encore, la récession pourrait entraîner une réduction des montants d'aide octroyée par les bailleurs au moment où les besoins s'intensifient.

Les perspectives restent caractérisées par une grande incertitude.

Même la faible reprise décrite ci-dessus n'est pas garantie.

Si le secteur privé continue à épargner afin de restaurer les bilans d'entreprises, un scénario de récession à double creux caractérisé par une rechute de la croissance en 2011 reste possible, surtout si l'on tient compte de l'atténuation de l'impact des mesures de relance.

Une forte reprise est également possible si les programmes monétaires exceptionnels, traditionnels ou non, mis en place dans les pays à revenu élevé commencent à produire leurs effets.

1. Le potentiel de production est le niveau de production correspondant à une pleine utilisation de tous les facteurs de production, à savoir la main-d'œuvre, le capital et la technologie.

2. Selon les estimations (FMI 2009), l'ensemble des revenus des pays IDA est passé en moyenne de 26,2 % du PIB sur la période 2000-2008 à 21,9 % du PIB en 2009. Ce repli de 4,3 % (en pourcentage du PIB) des revenus correspond à un montant de près de 35 milliards de dollars. Si l'on compare les revenus 2009 à ceux de l'année précédente (le total des revenus 2008 représentait 28,1 % du PIB), cette baisse s'élève à près de 50 milliards de dollars.